

Aide Publique au Développement et Croissance Economique : le cas de la République Centrafricaine

Official Development Assistance and Economic Growth: the case of Central African Republic

DONTSI

Professeur Agrégé de Sciences Economiques
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Université de Yaoundé II
Institut Universitaire des Sciences, des Technologies et de l'Ethique
Université de Douala- Cameroun

PADEMONA Nadia Clairette

Chargé de Cours en Sciences Economiques
Faculté de Sciences Economiques et de Gestion
Université de Bangui

Date de soumission : 10/03/2024

Date d'acceptation : 27/04/2024

Pour citer cet article :

DONTSI. & PADEMONA. N.C. (2024) « Aide Publique au Développement et Croissance Economique : le cas de la République Centrafricaine », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 5 : Numéro 5 » pp : 101 – 130.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cet article a pour objectif d'analyser l'impact de l'aide publique au développement (APD) sur la croissance économique en République Centrafricaine (RCA). En effet, l'APD est une source de financement importante pour le gouvernement centrafricain (45% du budget de l'Etat en 2016, BM 2017). Cette analyse répond à la question : l'aide publique au développement contribue-t-elle à la croissance économique en République Centrafricaine ? Cette étude a utilisé la méthode des moindres carrés ordinaires sur des données intertemporelles allant de 1980 à 2020. Il en ressort que l'APD a un impact positif et significatif sur la croissance économique en RCA. En effet, une augmentation de l'aide internationale de 596 points entraîne une augmentation de 1% du Produit intérieur brut. Ce résultat est conforme à celui obtenu par Siddique, Kiani, et Batool en 2018, qui ont découvert que la relation entre l'aide internationale et la croissance économique est positive en Afghanistan. Les autorités centrafricaines devraient créer une Agence de gestion de l'aide. Cela permettrait une bonne visibilité sur tout ce que l'Etat reçoit comme aide internationale. Cependant la communauté internationale ne devrait pas sevrer le pays de l'aide internationale car la survie des populations après la crise de 2013 en dépend.

Mots clés : Aide publique au développement ; croissance économique ; République Centrafricaine ; gouvernance ; produit intérieur brut.

Abstract

This article aims to analyze the impact of official development assistance (ODA) on economic growth in the Central African Republic (CAR). Indeed, ODA is an important source of financing for the Central African government (45% of the state budget in 2016, WB 2017). This analysis answers the question: does public development assistance contribute to economic growth in the Central African Republic? This study used the ordinary least squares method on intertemporal data ranging from 1980 to 2020. It appears that ODA has a positive and significant impact on economic growth in the CAR. Indeed, an increase in international aid of 596 points leads to an increase of 1% in gross domestic product. This result is consistent with that obtained by Siddique, Kiani, and Batool in 2018, who found that the relationship between international aid and economic growth is positive in Afghanistan. The Central African authorities should create an aid management agency. This would allow good visibility on everything that the State receives in international aid. However, the international community should not wean the country from international aid because the survival of the populations after the 2013 crisis depends on it.

Keywords: Public development assistance; economic growth; Central African Republic; governance; gross domestic product.

Introduction

Harrod et Domar (1946) ont montré l'importance de l'épargne sur la croissance économique. Selon ces auteurs, si certaines économies connaissent des difficultés de croissance, c'est parce qu'elles sont pauvres et ont un stock de capital faible. En plus, ces économies ont un niveau d'investissement faible. Ceci conduit à la notion de trappe à pauvreté : les pays pauvres caractérisés par un stock de capital faible, ont un revenu faible ; et donc un taux d'épargne faible. Malheureusement pour la plupart des pays en développement l'épargne est faible. Par exemple, pour l'année 2022, le taux d'épargne en pourcentage du PIB est de -3% en Afghanistan, 34% au Bangladesh, 17% au Burkina Faso, 15% au Cameroun, 26% au Congo Démocratique, 17% en Côte d'Ivoire, 37% en Indonésie, 20% au Mexique¹. Le taux d'épargne de la RCA est faible. En 2022, ce taux était de 0,3% du PIB (Banque mondiale, 2022). Face à cette insuffisance d'épargne domestique, les pays en développement ont généralement recours à l'épargne extérieure qui leur est octroyée soit sous forme d'Investissements Directs Etrangers (IDE), soit sous forme d'aide publique au développement (APD)². Notre article entend se focaliser sur cette deuxième composante. L'investissement, nécessaire au développement de l'Afrique, suppose l'existence d'une épargne suffisante. Or les revenus du continent restent faibles rendant nécessaire l'appel à l'épargne des autres continents sous la forme de subventions ou, le plus souvent, de prêts. Cette situation met l'Afrique sous la dépendance de ses prêteurs comme l'est tout débiteur vis-à-vis de son créancier. L'épargne existe en Afrique puisque selon les statistiques connues, son taux serait de l'ordre de 20% du PIB, soit plus qu'en Europe. Cependant, du fait du faible niveau des revenus, cette épargne générée par l'Afrique est insuffisante pour faire face aux importants besoins de financement des investissements : il faut dès lors aller chercher hors du continent cette manne indispensable.

Les pays d'Afrique au Sud du Sahara n'ayant pas souvent la chance de bénéficier de volumes importants d'IDE comme ç'a été le cas des pays émergents, notamment les pays asiatiques, l'APD provenant d'organismes multilatéraux (Banque mondiale, FMI, UE...) et des pays amis, vient combler le déficit de financement du développement de ces pays. L'aide publique au développement a pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des populations dans les pays bénéficiaires. De 2005 à 2015,

¹ Données du World Development Indicators (WDI) 2022 de la Banque mondiale.

² Dans la suite, nous utiliserons indifféremment le terme aide, aide internationale pour désigner l'aide publique au développement.

la RCA a reçu un montant cumulé d'APD de 2.962.400.000 USD. Dans le même temps, la croissance économique a été de -0,6% en moyenne. L'aide publique au développement représente 30,6% du PIB. Quant à la relation entre l'aide publique au développement et la croissance, certains auteurs ont démontré une relation positive entre l'aide publique au développement et la croissance économique des pays bénéficiaires. Le champ de l'analyse empirique de l'efficacité de l'aide au développement, déjà exploré dans les années 1970, a connu un regain d'importance au début des années 1990. Alors que l'aide traversait une crise de légitimité, l'étude de Burnside et Dollar (1997) a constitué une réponse aux détracteurs de l'aide au développement. En effet, ces auteurs démontrent que l'efficacité de l'aide est conditionnée par l'amélioration de la gouvernance dans les pays bénéficiaires. Malgré les réticences suscitées par divers travaux (Easterly, 2003, Boone, 1994 ; Temple, 2010), les conclusions de Burnside et Dollar (1997) seront reprises et défendues par la Banque mondiale (1998), Dalgaard et Hansen (2001), Lensink et White (2000) avec d'importantes implications en matière de politique économique. La République Centrafricaine est l'un des pays de l'Afrique subsaharienne qui a bénéficié de l'aide internationale depuis son indépendance en 1960. Cependant, les taux de croissance enregistrés depuis cette période sont restés faibles. D'où la nécessité de poser la question de savoir : **L'aide publique au développement contribue-t-elle à la croissance économique en République Centrafricaine ?**

Pour répondre à cette question, un état des lieux (1) sera fait. Ensuite, une revue de la littérature permettra d'ausculter la question tant sur le plan théorique qu'empirique (2). Il serait également utile de présenter la méthodologie ainsi que les sources de données choisies dans le cadre de cet article (3). La discussion des résultats, suivie de quelques recommandations de politiques économiques permettront de clore l'analyse (4).

1. Revue de la littérature et Etat de lieux de l'aide publique au développement et la croissance économique en RCA

La relation entre l'APD et la croissance économique a été abordée dans la littérature économique en termes de l'efficacité de l'aide. Deux courants de pensée se sont penchés sur la question. Les premiers auteurs trouvent une relation positive entre l'APD et la croissance économique tandis que le second courant trouve une relation négative entre les deux grandeurs.

1.1 Revue de littérature

Le monde actuel vit dans la culture de l'aide (Moyo, 2009). Elle est le fruit de la seconde guerre mondiale, de la décolonisation et de la Guerre froide. La conception de la formalisation

de son objet et surtout de l'interprétation de ses effets et son efficacité, a reçu beaucoup d'attention depuis la décennie 1960. Un élément de controverse le plus aigu, depuis des années, a trait en effet à l'efficacité de cette aide (Mercieca, 2010).

Beaucoup d'études s'intéressent à l'objectif de croissance (la performance macroéconomique) dans les pays bénéficiaires. Cette idée est acceptable parce que, comme l'observe Jacquet (2006a : 946), la croissance économique est l'un des objectifs intermédiaires pour la plupart des finalités de l'aide publique au développement.

L'aide a une relation positive avec la croissance économique en moyenne à travers les pays mais avec des rendements qui diminuent quand le volume d'aide augmente. Les premiers analystes pensaient que l'aide stimulerait la croissance en augmentant l'épargne, finançant les investissements et accroissant le capital social (Radelet et al, 2004). Les partisans soutiennent que bon nombre des faiblesses de l'aide sont davantage liées aux donateurs qu'aux bénéficiaires, d'autant plus qu'une grande partie de l'aide est accordée aux alliés politiques plutôt qu'à soutenir le développement. Ils citent une série de bénéficiaires d'aide efficaces tels que le Botswana, la Corée, Taïwan, l'Indonésie et (plus récemment) l'Ouganda et le Mozambique, ainsi que des initiatives plus larges financées par l'aide, telles que la Révolution verte, la campagne contre la cécité des rivières et l'introduction de thérapie de réhydratation orale.

Cependant, d'autres auteurs ont trouvé des résultats contraires. Bauer était peut-être le partisan le plus ardent de ce point de vue (Bauer, 1972), arguant que l'aide créait des effets dissuasifs sur l'investissement, fragilisait le secteur privé, et autrement inhibe le développement. Les chercheurs ont suggéré diverses raisons pour lesquelles l'aide pourrait ne pas soutenir la croissance. Premièrement, cet argent pourrait tout simplement être gaspillé dans des limousines ou des palais présidentiels. Deuxièmement, il pourrait encourager la corruption, non seulement dans les programmes d'aide mais plus largement. Troisièmement, cela pourrait saper les incitations du secteur privé à investir ou à améliorer la productivité. L'aide peut provoquer une appréciation de la monnaie, compromettant la rentabilité de la production de tous les biens échangeables (connu sous le nom de syndrome hollandais). L'aide alimentaire, si elle n'est pas gérée de manière appropriée, peut réduire les prix agricoles et nuire aux revenus des agriculteurs. Quatrièmement, les flux d'aide peuvent réduire l'épargne, à la fois l'épargne privée (à travers son impact sur les taux d'intérêt) et l'épargne publique (bien qu'impacte sur les recettes publiques). Cinquièmement, cela peut contribuer à

maintenir au pouvoir les mauvais gouvernements, contribuant à perpétuer de mauvaises politiques économiques et à retarder les réformes.

Ainsi, malgré l'importance que l'Aide représente au niveau des ressources des pays fragiles et en conflits, on observe que les APD sont moins efficaces dans ces pays qu'ailleurs (Yoichiro Ishihara, 2012).

Cette revue de la littérature ouvre la voie aux faits stylisés sur l'APD et la croissance économique en RCA. Cependant, l'état des lieux de l'aide publique au développement et la croissance économique ne peut se faire sans une situation de la pauvreté en République Centrafricaine.

1.2 Etat de la pauvreté en République Centrafricaine

Dotée d'une terre agricole très riche (15 millions d'hectares) et d'un potentiel naturel très important (forte pluviométrie, dense réseau hydrographique, immenses ressources minières, massif forestier important, etc.), la République Centrafricaine demeure paradoxalement l'un des pays les plus pauvres au monde. Bien avant la crise de 2013 qui a plongé le pays dans une situation économique, sociale et politique très difficile, plus de sept (7) Centrafricains sur dix (10) vivaient en dessous du seuil de la pauvreté. En effet, en 2016 la RCA est classée 188^{ème} sur 188 du point de vue de l'Indice du Développement Humain (IDH), 52^{ème} sur 54 pays de l'Indice de la Gouvernance en Afrique et, 187^{ème} sur 190 pays au classement du Doing Business établi par la Banque mondiale (RNDH, 2017).

La population est essentiellement jeune (58% ont moins de 20 ans), ce qui l'expose à beaucoup de défis. Le principal défi reste celui de l'éducation. Le taux de scolarisation en 2016 était de 7%. Historiquement, le système éducatif de la RCA a été un système élitiste préparant à des emplois dans la Fonction publique et moins pour saisir les opportunités d'auto emplois et d'emplois dans le secteur privé. Les effets conjugués de paupérisation des populations et de la crise sécuritaire de ces dernières années, ont contribué à la dégradation de la situation sanitaire de la RCA. Ainsi, le taux de mortalité infanto-juvénile est estimé à 179 pour 1 000 naissances vivantes ; le taux de mortalité maternel est estimé à 880 pour 100 000 naissances vivantes ; le taux de malnutrition aigüe chez les enfants de moins de 5 ans est de 10% ; le taux de prévalence du VIH chez les adultes est de 7% ; 76% des habitants du pays résident à plus de 10 km d'un centre de santé (RNDH, 2017).

L'espérance de vie à la naissance en RCA pour l'année 2015 est faible (49,8 ans) comparée à d'autres pays en développement : 56,6 ans au Cameroun, 71,5 ans au Bangladesh, 58,3 ans en

République Démocratique du Congo, 62,5 ans en Afghanistan et 58, 8 ans au Burkina Faso (WDI, 2017).

Le PIB par tête est l'un des plus faibles d'Afrique au Sud du Sahara. En 2015, il était de 377,13 dollars contre 1244,4 dollars au Cameroun, 705,14 dollars au Burkina Faso, 475 dollars en République Démocratique du Congo, 1712,12 dollars en République du Congo, 1420,6 dollars en Côte d'Ivoire, 1158,25 dollars en Mauritanie, 359 dollars au Niger, 2655,15 au Nigéria, 710,34 dollars au Rwanda, 908,72 dollars au Sénégal, 2513,88 dollars au Soudan, 551,13 dollars au Togo, 1018,7 dollars au Zimbabwe et 1592,24 en Afrique subsaharienne (WDI, 2017).

L'Énergie Centrafricaine (ENERCA), la compagnie nationale ne produit que 18 MW d'électricité. Moins de 4% de la population a accès à l'électricité, ce taux est quasiment nul pour les populations rurales. En termes d'accès à une source d'eau améliorée, 30% de la population ont accès à l'eau potable, avec un grand écart entre le milieu urbain (36,5%) et le milieu rural (27%) (Ministère du Développement de l'Énergie et des Ressources hydrauliques, 2017).

Les infrastructures sont sous-développées. Depuis l'accession du pays à l'indépendance en 1960, il y'a un seul aéroport international, 24 000 km de routes dont 500 km bitumés.

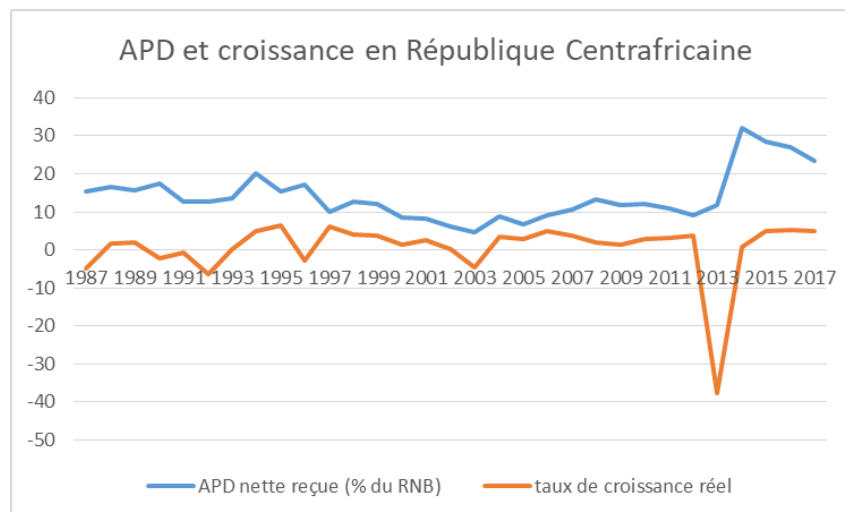
Tout ce qui précède prouve à suffisance que le pays est pauvre et les conditions de vie des populations ne permettent pas un développement humain adéquat. République

1.3 Relation entre aide publique au développement et croissance économique en République Centrafricaine

En 2007, les prévisions budgétaires sous-évaluent largement l'aide. En effet, selon l'OCDE, seulement 36 % (et uniquement 21 % si l'on considère la moyenne des donateurs) de l'aide effectivement versée au secteur public centrafricain a été comptabilisée dans le budget, ce qui représente un montant de 58 millions USD sur les 161 millions USD déboursés par les donateurs. Dans le même temps, la croissance économique a connu plusieurs phases avec des périodes d'expansion mais aussi des périodes de creux.

Au vu de ce qui précède, quelle est la relation entre l'APD et la croissance économique en RCA ?

Figure 1 : Aide publique au développement et croissance économique en RCA



Source de données brutes : Banque mondiale (WDI, 2017) et BEAC

Le graphique 1 montre que l'aide publique au développement et la croissance économique ont évolué de la même manière sauf en 2013 où le taux de croissance a fait une chute vertigineuse (-37%) tandis que l'aide publique au développement est restée constante. Ceci explique que l'APD et la croissance économique vont de pair. En d'autres termes, il existe une relation positive entre l'aide publique au développement et la croissance économique en République Centrafricaine.

2. Synthèse des travaux

Il existe une abondante littérature tant théorique qu'empirique sur la relation aide publique au développement et croissance économique. Des études ont été faites dans les pays en développement et même en Afrique. Mais à notre connaissance, notre article est le premier travail qui s'intéresse à la République Centrafricaine.

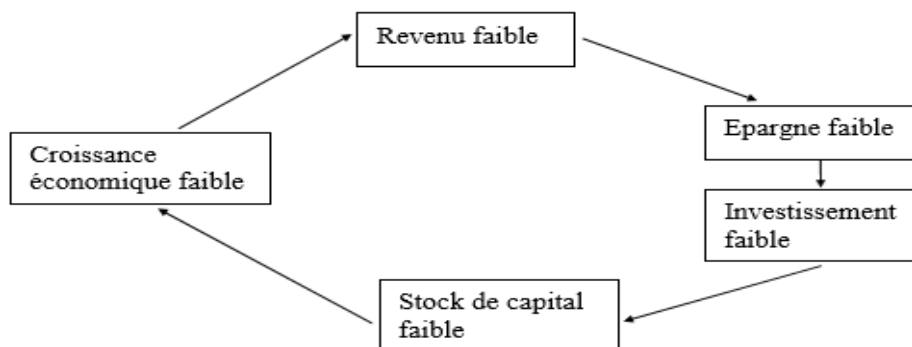
2.1 Analyses théoriques

Des travaux précurseurs de Paul Rosenstein Rodan(1943), qui préconisait une infiltration massive en volume de l'aide au développement dans tous les secteurs permettant le décollage économique, aux travaux plus fins de Burnside et Dollar, en 2000, qui préconisaient une aide conditionnelle à la qualité des politiques macroéconomiques, Il convient de dire que l'efficacité de l'aide au développement sur la croissance économique ne fait pas l'unanimité dans la littérature. Plusieurs courants d'analyse s'affrontent sur la relation entre l'APD et la croissance. Certains réfutent totalement l'idée d'amélioration de la croissance des Etats éligibles à l'aide publique au développement, alors que d'autres soutiennent que l'aide améliore effectivement la croissance de ces pays.

2.1.1 Les théories pour lesquelles l'APD est accélérateur de croissance économique

La plupart des études sur l'efficacité de l'APD ont pour hypothèse de départ que cette dernière devait promouvoir la croissance dans les pays en développement aidés. De plus comme l'ont souligné plusieurs auteurs à l'instar de Tarp et Easterly, trois générations d'études ont été dominées par des paradigmes puissants. Les deux premières générations ont été inspirées par des modèles de croissance relativement simples tels que celui de Harrod-Domar (1946) et the « two-gap » de Chenery et Strout. Les auteurs Harrod et Domar ont mis en exerce la trappe à pauvreté qui explique le retard de croissance dans les pays pauvres. Le modèle de Harrod-Domar est le premier modèle formalisé de croissance.

Figure 2 : Trappe à pauvreté dans le modèle Harrod-Domar

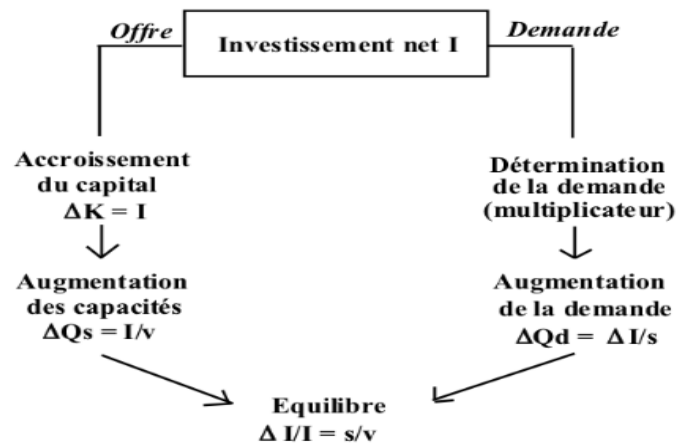


Une lecture de ce graphique permet de fournir une explication claire des différences de croissance entre les économies. Les pays pauvres caractérisés par un stock de capital faible, ont un revenu faible ; et donc un taux d'épargne faible. En effet, du fait que la consommation a un niveau incompressible, lorsque le revenu est faible, sa proportion consommée est élevée ; le taux d'épargne est dans ce cas faible. La faiblesse de l'épargne dans les pays pauvres contraint l'investissement. Leur taux de croissance économique est donc condamné à rester faible. Ils sont ainsi enfermés dans le cercle vicieux de la pauvreté : c'est la trappe à sous-développement.

Cette illustration du modèle de trappe à pauvreté d'Harrod Domar part de l'hypothèse que, l'investissement est financé uniquement par l'épargne lorsque le pays vit en autarcie (pas de transfert avec l'extérieur). En supposant que toute l'épargne est investie, on a l'égalité suivante : $i=s$. Avec s désignant le taux d'épargne de l'économie.

Pour une économie dont l'épargne est faible, la croissance sera aussi faible. Pour augmenter le taux de croissance du revenu, il faut et il suffit d'augmenter le taux d'investissement (i) et donc le taux d'épargne (s).

Figure 3 : Schéma de spécification du modèle de Harrod-Domar



Sur ce schéma, v représente le coefficient de capital (K/Y). Le modèle étudie le taux de croissance pour lequel les deux effets (offre et demande) de l'investissement se compensent, de telle façon que la progression de l'offre et celle de la demande soient compatibles. La condition d'équilibre est donc $\Delta Y = \Delta I/s$ et $\Delta Y = I/v$. Il en découle $\Delta I/I = s/v$, autrement dit, le taux de croissance de l'investissement doit respecter la proportion s/v (c'est-à-dire le rapport entre la propension marginale à épargner et le coefficient du capital) pour que la croissance soit équilibrée.

Le modèle de Chenery et Strout détermine le manque de financement de l'économie à partir de deux déficits : le déficit d'épargne et le déficit au niveau des échanges en capital avec l'extérieur. En retenant l'idée de l'accumulation du capital, ces modèles ont exploré l'impact de l'aide sur la croissance à travers l'investissement.

Ces études sont parvenues à mettre en évidence que l'aide a un impact positif et significatif sur la croissance économique dans les pays en développement ; ce sont celles de Jagdish Bhagwati (1966), Dowling et Hiemenz (1983), de Gupta et Islam (1983) et de Singh (1985). Ils ont été soutenus plus tard par Levy (1987), Killick (1991) et Levine et Renelt (1992).

Pour Addison et al. (2005), un PVD enregistre un déficit budgétaire lorsqu'il ne dispose pas de ressources pour entreprendre des investissements ciblés, et l'aide étrangère joue un rôle crucial à condition d'être axée sur l'investissement.

D'après Tarp (2009), l'idée qui sous-tend le modèle de Harrod-Domar est celle d'une relation linéaire stable entre la croissance et l'investissement en capital physique. Supposant que toute l'aide est investie, il est normal de calculer quel montant d'aide est nécessaire pour atteindre un objectif de croissance donnée. L'impact de l'aide est supposé positif et permet de combler l'épargne ou le gap du taux de change.

Le débat sur le « montant optimal » de l'aide internationale à accorder à un pays pauvre donné occupe une place de plus en plus importante dans la littérature théorique et empirique sur l'efficacité de l'aide au développement.

Plusieurs auteurs (Boone 1996, Sachs 2004) soutiennent l'existence d'un seuil minimal en deçà duquel l'aide accordée à un pays pauvre ne peut être efficace. Ce qui suppose que l'aide doit être suffisamment forte pour être optimale (promouvoir la croissance économique). Néanmoins, cette thèse aussi noble qu'elle puisse paraître ne fait pas l'unanimité. Elle a un courant contestataire. En effet, la thèse du « big push » qui évoque la nécessité d'accroître massivement et rapidement l'aide aux pays sous-développés se confronte à celle de « la capacité d'absorption » des pays pauvres. La thèse de « la capacité d'absorption » évoque deux raisons principales pour lesquelles une aide trop forte n'est pas souhaitable : la loi des rendements marginaux décroissants et le « Dutch Disease » (syndrome hollandais).

Si l'on se base sur ces deux thèses (trappes à pauvreté et capacité d'absorption), on peut définir une zone d'efficacité ou d'optimalité de l'aide internationale au développement. En effet, en fonction des caractéristiques du pays receveur, on peut définir un niveau minimal et niveau maximal que l'aide internationale doit respecter pour être efficace.

2.1.2 Les théories pour lesquelles l'aide publique au développement est défavorable à la croissance économique

Peter Bauer (1972) est le pionnier, et souvent considéré comme le leader des critiques d'inspiration libérale de la politique d'aide au développement. Il est sans doute le plus farouche défenseur de cette thèse, affirmant que l'aide a un effet dissuasif sur l'investissement, est néfaste au secteur privé et entrave le développement. On peut en outre citer dans ce courant de pensée, les auteurs comme Friedman (1976), Gottfried Haberler (1936), Hla Myint (1971). Pour ces auteurs, l'aide au développement ne peut promouvoir la croissance économique dans les pays du Sud. Au contraire, elle la sabote en faussant les règles du marché et du libéralisme économique.

Toutefois, Collier et Hoeffler (2002) ont examiné l'effet de l'aide sur la croissance en période d'après-guerre. Il n'existe pas de fondements théoriques permettant de déterminer si l'aide est plus ou moins productive dans les situations de post-conflit. En effet, la nécessité de reconstruire les pays, conjuguée à l'effondrement des revenus nationaux, est susceptible de créer un environnement dans lequel l'aide est particulièrement efficace. Mais l'argument inverse peut également être avancé : les sociétés ayant traversé des guerres civiles font face à une corruption persistante ce qui, combiné à la faiblesse de l'administration et des institutions,

peut rendre l'aide moins efficace. Ainsi, un environnement politiquement instable, avec des changements fréquents de gouvernements et de la violence politique, peut au contraire affecter négativement l'efficacité de l'aide en termes de croissance.

Dambisa Moyo (2009) dans son article « Aide fatale. Les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique », a dressé le constat alarmant de l'échec de l'aide depuis 1960. La preuve de cet échec : l'Afrique est encore plus pauvre aujourd'hui qu'il y'a cinquante ans. L'auteure décrit en effet les modes successifs que l'aide a suivis : tournée dans les années 1960 vers l'industrialisation et les infrastructures, l'aide s'est réorientée vers la pauvreté dans les années 1970 puis a prôné l'ajustement structurel dans les années 1980 et s'est concentrée sur la démocratie et la gouvernance dans les années 1990. Le point fondamental pour l'auteure est que l'aide entretient la corruption, les détournements de l'argent aux mains d'un petit groupe et fait obstacle à la bonne gouvernance, les dirigeants ne pouvant être tenus pour responsables par les citoyens. Parmi les autres effets néfastes de l'aide, l'auteure dénonce le fait que l'aide entraîne une réduction de l'épargne domestique et décourage les investissements privés étrangers, qu'elle peut être à l'origine de tendances inflationnistes et freine les exportations. Face à ce constat d'échec de l'aide au développement, Dambisa Moyo souhaite que « le cycle s'arrête » et propose un ensemble de mesures pour mettre en place un nouveau modèle de développement qui ne serait pas fondé sur l'aide. L'auteure est sans appel : il faut sevrer les PED de l'aide, à commencer par l'Afrique. Elle propose un sevrage progressif mais total sur cinq ans et milite pour un modèle de croissance endogène et pérenne pour l'Afrique.

En considérant par exemple l'aide alimentaire, les auteurs d'inspiration libérale estiment que loin de résoudre une crise humanitaire, elle ne peut qu'aggraver l'insécurité alimentaire. En effet, les apports en grande quantité de ressources alimentaires en cas de crise augmentent spontanément l'offre de ces produits. Il en résulte une baisse des prix au niveau local ceteris paribus. Ceci décourage l'investissement et la production locale de vivres, et donc une baisse de l'activité de production dans le secteur agricole qui se traduit à terme par une baisse de la croissance économique.

2.2 Analyses empiriques

De nombreux travaux empiriques ont mis en évidence la relation entre l'aide publique au développement et la croissance. Certains auteurs ont prouvé que l'aide publique au développement favorise la croissance économique tandis que d'autres ont montré l'effet contraire.

2.2.1 Analyses pour lesquelles l'aide publique au développement est favorable à la croissance économique

Parmi les premières études sur le sujet, il y'a celle de Papenek(1977), Dowling et al (1983) et Levy (1988).

Levy (1988) et Papenek (1973), avaient analysés que l'aide permettait aussi bien de stimuler la croissance à travers une augmentation de l'épargne et du stock de capital (Levy) et également de contribuer à une amélioration de la productivité des travailleurs, via des investissements dans le secteur éducatif et de la santé publique (Papenek).

Dowling et al (1983) ont analysé la relation aide et développement économique dans les pays d'Asie au cours des années 1970. L'étude a montré que l'aide financière étrangère a contribué à la croissance du PIB tout comme l'épargne domestique et les flux de capital privés. Ces conclusions confirment les résultats de Papenek pour les premières périodes et contredisent les résultats quelque peu pessimistes de Mosley (1980,1987).

Dans le même sens, Burnside et Dollar (1997, 2000) considèrent que l'aide publique au développement est efficace en termes de croissance dans les pays en développement lorsque ces derniers adoptent des politiques économiques de bonne qualité. Les auteurs ont testé la relation aide-croissance sur un échantillon de 56 pays en développement et 6 périodes entre 1970 et 1990. La relation simple entre aide et croissance économique apparaît très faible. Ils décident alors d'associer l'aide à une bonne gestion des affaires publiques : la relation apparaît comme significative. L'étude révèle que dans les pays ayant une mauvaise politique économique, une augmentation de 1% de l'APD entraîne une réduction du PIB de 0.3 point de pourcentage. Par contre elle entraîne une augmentation significative de la croissance de 0.5point de pourcentage dans les pays ayant une bonne gestion économique. L'étude conclut alors que l'aide n'est efficace que si elle est allouée aux pays pauvres ayant de bonnes politiques économiques. Alors que l'aide traversait une crise de légitimité, l'étude de Burnside et Dollar a constitué une réponse aux détracteurs de l'aide au développement. Leur conclusion a été retentissante dans les institutions d'aide et consolide le point de vue de Jonathan Isham, Daniel Kaufmann et Lant Pritchett (1995) selon lequel les projets de la Banque mondiale connaissent un meilleur rendement dans les pays où les libertés civiles sont mieux respectées (AMEWOA, 2008).

C.-J. Dalgaard, H Hansen et F. Tarp (2004) ont réexaminé l'efficacité de l'aide étrangère empiriquement. Utilisant un modèle OLG standard, ces auteurs ont montré que les flux d'aide pourront en général impacter la productivité sur le long terme. La taille et la direction de

l'impact dépend des politiques, les caractéristiques structurelles profondes et la taille des flux. Ils découvrent que l'aide a été efficace dans l'amorce de la croissance mais la magnitude de l'effet dépend des circonstances relatives à l'environnement économique. Finalement, Dalgaard, Hansen et Tarp concluent que la règle d'allocation Collier-Dollar devrait être sérieusement reconsidérée.

C. Arndt, S. Jones et F. Tarp (2004) ont confirmé dans leur article l'évidence récente d'un impact positif de l'aide sur la croissance et ont étendu l'évaluation sur une série de résultats incluant les sources approximatives de croissance (capital physique et humain), indicateurs de bien-être social (pauvreté et mortalité infantile) et les mesures de transformation économique (part de l'agriculture et l'industrie dans la valeur ajoutée). En se focalisant sur les effets cumulatifs de long terme de l'aide dans les PED, et tenant compte d'une potentielle endogénéité, des résultats favorables et cohérents apparaissent. L'aide a sur les 40 dernières années stimulé la croissance, promu un changement structurel, amélioré les indicateurs sociaux et réduit la pauvreté.

Moriah Hnath (2010) a revisité les études empiriques existantes sur l'effet de l'aide internationale sur la croissance du PIB dans les pays en développement. Se focalisant sur trois études pertinentes de la dernière décennie, l'auteure examine les études sur la relation aide internationale, politiques et croissance du PIB et découvre que la littérature existante varie drastiquement dans les modèles, résultats et conclusions. Sa première contribution au sujet est de parfaire la robustesse de l'étude de l'impact de l'aide sur la croissance en actualisant les données jusqu'en 2008. L'auteure a donc modifié le modèle pour examiner l'effet des politiques dans la relation aide-croissance, et après avoir fait quatre régressions en utilisant les techniques des trois études, elle obtient des résultats complètement différents. Finalement, elle compare les trois études existantes à ses cinq analyses et conclut que la sensibilité des modèles statistiques utilisés pour estimer les variables et les changements de données, confirme les conclusions atteintes. Donc les pays donateurs et les acteurs de politiques économiques doivent faire attention dans l'utilisation des résultats de ces analyses avant d'allouer l'aide ou définir des politiques d'aide. La contribution de l'aide au développement à la croissance des pays bénéficiaires est en réalité très complexe à définir en ce sens que ces pays ne disposent pas de systèmes statistiques fiables. La plupart des études utilisent les données fournies par les bailleurs de fonds eux-mêmes, ce qui peut biaiser les résultats à cause de différences dans la comptabilisation des flux d'aide.

Aussi, Malam (2014) a-t-il mis en évidence l'impact de l'aide publique au développement sur la croissance économique dans un contexte de politiques sociales en difficulté au Niger. A l'aide d'un modèle VAR, il a montré que l'APD et l'effet combiné de l'aide et de l'éducation, affectent positivement et significativement la croissance au Niger. En outre, une variation de l'aide influence plus la croissance que si on agit sur l'agriculture et tous les deux sont inférieurs à l'effet d'une variation du travail qualifié. Le travail qualifié est le déterminant le plus significatif de la croissance économique au Niger.

Siddique et al (2018) ont analysé l'impact de l'aide publique au développement sur la croissance en Afghanistan. Ils ont trouvé une relation positive entre les deux grandeurs.

2.2.2 Analyses pour lesquelles l'aide publique au développement est défavorable à la croissance économique

L'influence de l'instabilité socio-politique interne a été analysée par Chauvet et Guillaumont (2004). Leur indicateur d'instabilité prend en compte le nombre de manifestations, de coups d'Etat et de mois de guerre civile. Conformément à la littérature sur ce thème, les auteurs mettent en évidence un effet fortement négatif de l'instabilité politique sur la croissance. Mais plus intéressant, ils introduisent dans les estimations de croissance leur indicateur d'instabilité politique en interaction avec la variable d'aide (à la manière de Burnside et Dollar, 2000). Le terme interactif s'avère alors significativement négatif, suggérant que l'aide est plus efficace dans les pays politiquement stables. Il semble donc qu'un environnement politiquement instable, avec des changements fréquents de gouvernements et de la violence politique, affecte négativement l'effet de l'aide sur la croissance.

Khemiri Imen (2013) a examiné la relation entre l'APD et la croissance économique. A partir de la méthode de panel dynamique ou « Sys-GMM » de Blundell et Bond (1998) et de données sur 52 pays en développement sur des périodes de 5 ans entre 1970-2009, il a montré que l'aide au développement ne semble pas encourager la croissance économique dans les pays en développement. L'impact de l'aide reçue est non significatif. L'aide ne semble jouer aucun rôle vis-à-vis de la croissance économique et donc sur la réduction de la pauvreté. La politique économique ne semble pas expliquer l'inefficacité de l'aide publique au développement.

Peter Babyenda (2014) a cherché à comprendre l'impact de l'aide internationale sur la croissance économique de l'Ouganda pendant la période 1980-2012 en utilisant les données du WDI de la Banque mondiale. Le modèle est basé sur une fonction de production où l'aide entre dans la production comme l'un des facteurs. Les résultats indiquent que l'aide n'a aucun

impact significatif sur la croissance économique de l'Ouganda tandis que l'inflation affecte négativement et significativement le processus de croissance économique dans le pays. Il recommande au gouvernement de l'Ouganda de trouver des sources de financement alternatives puisque l'aide ne favorise pas la croissance économique. En outre, le gouvernement ougandais devrait tout faire pour maintenir la stabilité économique en contrôlant le taux d'inflation dans le pays.

Adeniyi Adedokun (2017) a revu quantitativement le débat sur l'efficacité de l'aide en recherchant le lien entre aide internationale, gouvernance et croissance économique en ASS, utilisant des données plus récentes de 1996 à 2012 et en testant l'hétérogénéité dans les pays bénéficiaires de l'aide. Des questions fondamentales apparaissent dans cette étude. : L'aide fonctionne-t-elle de la même manière dans toutes les régions et groupes de pays de l'ASS ? Est-ce que la gouvernance et la taille de l'aide jouent ? En utilisant la technique des Moments Généralisés, les résultats montrent que l'aide a une relation insignifiante et négative avec la croissance économique en ASS en général. De plus, la gouvernance et la taille de l'aide sont complémentaires pour améliorer la croissance en ASS. Cette étude a pu montrer quantitativement que des politiques générales pour les pays de l'ASS ne sont pas suffisamment bonnes pour l'efficacité de l'aide. Les donateurs devraient augmenter la taille de l'aide et la gouvernance et les pays bénéficiaires vont s'améliorer. En conclusion, l'hétérogénéité, la gouvernance et la taille de l'aide affectent l'efficacité de l'aide en ASS.

Cette riche revue de la littérature a permis de mieux cerner la relation qui existe entre l'aide publique au développement et la croissance économique.

Mais nous voulons apporter notre contribution à cette littérature. L'aide publique au développement ne peut favoriser la croissance économique que si elle est orientée vers les secteurs porteurs de croissance. Or, le plus souvent, l'objectif visé par les donateurs n'est pas la croissance économique. L'aide humanitaire en période de crise et la prise en charge des réfugiés fuyant les conflits dans leurs pays, comptabilisées comme de l'aide publique au développement n'est pas facteur favorisant la croissance économique dans un pays bénéficiaire de l'aide internationale. Dans le cas de la RCA, l'aide est souvent octroyée pour payer les salaires des fonctionnaires mais surtout en périodes de crise pour soulager les populations.

3. Méthodologie et données

3.1. Méthodologie

Dans le but de mettre en évidence l'influence de l'aide publique au développement sur la croissance, nous allons partir d'un modèle du type Cobb-Douglas $AK^\alpha L^\beta$.

Spécification du modèle

- **Processus de spécification du modèle de Cobb-Douglas**

Le modèle général s'écrit : $Y_t = \alpha_0 + \alpha_1 X_t + \dots + \alpha_{10} X_t$ où Y_t représente la variable endogène observée à la période t , X_t représentent des variables explicatives à l'instant t , $0 \dots 1$ représente les termes, $\alpha_0 \dots \alpha_7$ représentent les coefficients des différentes variables exogènes pour le pays.

Au sens connotatif, le modèle Cobb-Douglas a été utilisé dans les travaux de recherche sur les questions relatives aux productions et surtout sur la problématique des facteurs de production dans le cadre de la croissance endogène. Le modèle choisi, s'écrit de la manière suivante : $Y_t = K_t^\alpha L_t^\beta$ $0 < \alpha + \beta < 1$ (1)

Où Y_t représente la production, A la technologie utilisée, K le capital physique et L le travail. Dans le cas de la RCA, certaines variables telles la qualité des institutions, la gouvernance, l'instabilité politique, etc., vont être ajoutées au travail et au capital. Ainsi le modèle à estimer devient :

$$PIB_t = \alpha_0 + \alpha_1 APD_t + \alpha_2 INF_t + \alpha_3 DEPUB_t + \alpha_4 EPARGLOB_t + \alpha_5 IDE_t + \alpha_6 QUALINST_t + \alpha_7 INSTPOL_t + \alpha_8 OUVEC_t + \varepsilon_t \quad (2)$$

La variable APD représente l'aide publique au développement, INF l'inflation, $DEPUB$ les dépenses publiques, $EPARGLOB$ l'épargne globale, IDE l'investissement direct étranger, $QUALINST$ la qualité des institutions, $INSTPOL$ l'instabilité politique et $OUVEC$ l'ouverture commerciale.

Nous allons appliquer les MCO notamment :

$$\Delta_{(N \times T, N \times T)} = \begin{pmatrix} \sigma_1^2 I & \dots & \sigma_{1N} I \\ \vdots & \ddots & \vdots \\ \sigma_{1N} I & \dots & \sigma_N^2 I \end{pmatrix}$$

Avec

Chaque élément de $\sigma_{i,j} I$ étant de dimensions (T, T) , d'une manière pratique nous abordons sur cet angle :

- **Estimation par les MCO**

- Calcul de N résidus e_{it}

- Calcul de $\sigma_i^2 = 1/T \sum_{i=1}^T e_{it}^2$ et $\sigma_{i,j} = 1/T \sum_{i=1}^T e_{ij}e_{it}$

3.2 Les données

Pour évaluer l'impact de l'ADP sur la croissance économique en RCA sur une période assez longue, il est nécessaire de spécifier un modèle dans lequel l'indicateur de croissance économique (croissance) est expliqué par l'APD et d'autres déterminants de la croissance. Il s'agit entre autres des dépenses publiques (DEPUB), de l'investissement direct étrangers (IDE) et de l'inflation (INF). Ainsi, on se propose d'estimer un modèle spécifié en série temporelle dont la forme fonctionnelle est :

$$PIB = \text{fonction} (APD, DEPUB, IDE, INF, EPARGLO, QUALINST, INSTPOL, OUVEC)$$

(3)

La forme logarithmique du modèle économétrique issu de cette fonction est donnée par l'équation ci-après :

$$\ln PIB_t = c + \alpha_1 \ln APD_t + \alpha_2 \ln DEPUB_t + \alpha_3 \ln EPARGLO_t + \alpha_4 \ln IDE_t + \alpha_5 \ln INF_t + \alpha_6 \ln QUALINST + \alpha_7 \ln INSTPOL + \alpha_8 \ln OUVEC + u_t \quad (4)$$

➤ **Variable dépendante : la croissance économique**

Pour mesurer la croissance économique, nous utilisons le produit intérieur brut en dollar courant. Il est donné par la somme de la valeur brute ajoutée par tous les producteurs résidents, majorée des taxes sur les produits et diminuée des subventions non comprises dans la valeur des produits (Banque Mondiale, 2018). Plusieurs autres variables permettent de mesurer la croissance économique. C'est le cas du taux de croissance du PIB réel, du taux de croissance du PIB par tête et du PIB par tête. Les auteurs qui choisissent le PIB par tête ou le taux de croissance du PIB utilisent les variables explicatives exprimées en pourcentage du PIB. Or dans notre cas, nous utilisons les données brutes des différentes variables explicatives. C'est la raison pour laquelle nous considérons le PIB comme étant notre variable dépendante. Il est donné par la somme des valeurs ajoutées moins les consommations intermédiaires. Puisqu'il est exprimé en logarithme, sa variation est exprimée en taux.

La quasi-totalité des variables étant prises en logarithme, les coefficients à estimer mesurent la sensibilité du PIB (et donc sa variation) suite à une variation en pourcentage de la variable

explicative prise en logarithme. Une variation à la hausse du produit national traduit la croissance économique tandis qu'une variation à la baisse traduit une croissance négative.

❖ **Les variables explicatives**

Dans le modèle donné par l'équation (2) il y'a huit variables explicatives à savoir : l'aide publique au développement, dépenses publiques ; l'investissement direct étranger, l'épargne globale, la qualité des institutions, l'instabilité politique ; l'ouverture commerciale et l'inflation.

➤ **L'aide publique au Développement (APD)**

Elle est captée par les flux nets d'APD en dollar courant. Dans la littérature économique, certains auteurs [Karras (2006), Nafiou (2009)] soulignent que l'APD affecte positivement la croissance économique tandis que d'autres [Ekanayake et Chatrna (2009)] pensent qu'elle l'affecte négativement. L'impact de l'APD sur le PIB peut donc être positif ou négatif.

➤ **Les dépenses publiques (DEPUB)**

Les dépenses publiques sont les dépenses effectuées par l'État, les administrations de Sécurité sociale, les collectivités territoriales et les administrations et organismes qui leur sont rattachés.

Elles peuvent être classées en trois grandes catégories :

- les dépenses de fonctionnement, qui servent à la bonne marche des services publics (dépenses courantes de personnel et d'entretien, achats de fournitures...)
- les dépenses de redistribution : prestations en espèces versées aux ménages (ex : pensions de retraite, allocations familiales, minima sociaux...), subventions versées aux entreprises et aux ménages ;
- les dépenses d'investissement, qui visent à renouveler ou à accroître le capital productif public (ex : dépenses de recherche et développement, achats d'armements, constructions de bâtiments et d'infrastructures...)

➤ **L'épargne globale (EPARGLO)**

Globalement, l'épargne domestique brute représente la différence entre le PIB et les dépenses de consommation finale (l'ensemble de la consommation dans un pays pendant une période donnée). D'une manière plus précise, il s'agit de la partie du revenu national disponible qui n'est pas affectée à la dépense de consommation finale, celle des ménages ou celle des gouvernements. L'épargne domestique brute correspond aussi à la somme des épargnes brutes des différents secteurs institutionnels. Cet indicateur tire son utilité du fait qu'il nous renseigne

sur la capacité d'un pays à débloquer ses propres capitaux pour les investissements, autrement dit, la non dépendance vis-à-vis les capitaux étrangers.

➤ **L'investissement Direct étranger**

Dans les nouvelles théories de croissance endogène, l'investissement direct étranger est considéré comme une variable pouvant booster la croissance économique dans un pays donné. Les IDE peuvent permettre de relancer la croissance économique dépendamment du régime commercial adopté dans un pays déterminé. L'entrée des IDE favorise le transfert de la technologie moderne et de l'innovation des pays développés vers ceux en voie de développement. Ce qui permettrait de renforcer le niveau de technologie et de booster la croissance économique.

L'investissement direct étranger fait référence aux flux de capitaux propres d'investissement direct dans l'économie déclarante. C'est la somme des capitaux propres, du réinvestissement des bénéfices et des autres capitaux. Les données sont en dollars américains courant. Une augmentation des IDE doit engendrer une croissance du PIB. Le signe attendu est donc positif.

➤ **L'inflation (INF)**

Pour mettre en évidence l'effet de l'inflation, nous utilisons l'indice des prix à la consommation. La littérature économique souligne que l'augmentation du niveau général des prix dans un pays donné peut influencer sur la production nationale. Une inflation forte peut conduire à un ralentissement du produit global et donc de la croissance économique. En effet, une augmentation du niveau général des prix nationaux plus forte que les prix étrangers réduit la compétitivité des entreprises nationales engendrant ainsi une baisse des exportations et du PIB. L'inflation peut également favoriser la croissance économique dans un pays donné. En effet, la hausse du niveau des prix peut améliorer la rentabilité financière des entreprises domestiques et contribuer à l'allègement de la dette des agents économiques car elle se caractérise par un accroissement des revenus nominaux distribués. Une forte inflation est un facteur structurel qui affecte négativement la croissance économique à travers la diminution des incitations des investisseurs. En effet, une forte inflation constitue un signal d'une grande instabilité macroéconomique et génère des imperfections de l'information et des incertitudes sur la rentabilité des investissements (Jeanneney et Kpodar, 2008). Ainsi, l'impact de l'inflation sur la croissance économique est ambigu. Il peut être positif ou négatif.

➤ **La qualité des institutions (QUALINST)** : elle est principalement définie par la qualité du processus politique et la qualité de l'environnement institutionnel.

- **L'instabilité politique (INSTPOL)** : l'instabilité politique englobe les coups d'Etats, les changements brusques de gouvernements, les conflits armés...Ici l'indicateur prend la valeur 1 quand il y'a conflit armé et 0 lorsqu'il y'en a pas.
- **L'ouverture commerciale (OUVEC)** : c'est le degré d'ouverture de l'économie sur l'extérieur. Elle mesurée par la formule :
$$\frac{\text{importation} + \text{exportation}}{\text{PIB}}$$

Les données relatives à ces différentes variables sont issues des banques de données de la Banque mondiale (WDI, 2020), de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) et de Transparency International. L'analyse s'effectue sur la période 1980-2020.

4. Résultats et discussion

Le tableau ci-dessous récapitule les variables et les signes attendus. Ce tableau est construit en partant de l'état des lieux.

Tableau 1 : Récapitulatif des variables et signes attendus

Variables	Désignations	Sources de données	Signes attendus
Aide Publique au Développement	APD	WDI	+/-
Qualité des Institutions	QUALINST	Transparency International	+
Taux d'inflation	TINF	BEAC	-
Epargne globale	EPARGLOB	BEAC	
Investissement direct étranger	IDE	BEAC	+
Dépenses Publiques	DEPUB	BEAC	+
Bonne gouvernance	OUVEC	Transparency International	+
Instabilité Politique	INSTABPOL	Transparency International	-

Source : Les auteurs

Il ressort de ce tableau que l'APD peut être négativement ou positivement corrélée à la croissance économique tandis que le taux d'inflation et l'instabilité politique doivent être négativement corrélés à la croissance économique.

Les résultats de l'estimation économétrique sont consignés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 2 : Résultat de l'estimation

Variation	Coefficient	Std. Error	T-statistic	Prob.
C	-905.34564	72.097845	-3.567209	0.0000
APD	568.90348	21.908741	-2.204787	0.0007
TINF	3.904501	0.9846732	0.2356721	0.0341
EPARGLOB	-245.9076	0.8450256	0.1190452	0.0108
IDE	457.67901	0.1085638	0.0456726	0.4309
QUATINST	10.904536	21.908764	0.0056437	0.0125
INSTAPOL	-0.945662	0.9573529	0.0467326	0.0852

OUVEC	203.89346	32.907351	0.0867234	0.2578
DEPUB	789.46291	0.8935622	2.2398562	0.0632
R-squared	0.9545783	Mean dependent var	1.238065	
Adjusted R-squared	0.7345612	S.D. dependent var	16.730332	
S.E of regression	14.986753	Akaike info criterion	7.542010	
Sum squared resid	876.9034	Schaws criterion	8.108451	
Durbin-Watson stat	2.0289023	J-statistic	0.0000021	
Instrument rank	10			

Source des données brutes : WDI (2020) de la Banque Mondiale-Transparency international

La substance des résultats obtenus est conforme à celle des travaux de (Siddique, Kiani, et Batool, 2018) qui ont découvert que la relation entre l'aide internationale et la croissance économique est positive et aussi l'analyse du CPIA de la Banque Mondiale. Il faut d'emblée affirmer que le parallélisme et la similitude des résultats surtout la caractéristique des chocs au niveau des variables macroéconomiques est authentifiée. Il ressort de ces résultats que la relation entre l'aide publique au développement et la croissance économique en RCA est positive. En revanche, de même, l'augmentation de 596 points de l'APD entraîne une augmentation de 1% de la croissance économique.

Tableau 3 : Résultat du test de causalité au sens de Granger

Excluded	Chi-sq	df	Prob.
APD	17.13093	1	0.0101
TINF	20.19045	1	0.0203
EPARGLOB	14.90012	1	0.0091
IDE	19.83601	1	0.0243
QUATINST	21.0083	1	0.7071
INSTAB	34.00752	1	0.5203
OUVEC	19.56732	1	0.0208
DEPUB	33.00965	1	0.0673
All	210.7565	10	0.0309

Source des données brutes : WDI de la Banque Mondiale-Transparency international

Le test de causalité de Granger montre l'inexistence d'une causalité des effets positifs sur la production, les dépenses publiques, l'inflation et le taux d'ouverture commerciale. ci montrent qu'en dehors des variables APD, TINF, EPARGLOB, IDE, OUVERC et DEPUB qui causent la variable PIB au seuil de 5% car toutes les p-values (0.0101 ; 0.0203 ; 0.0091 ; 0.0243 ; 0.0208 ; 0.0673) sont inférieures à 5%. Toutes les autres variables ne causent pas le PIB au seuil de 5%.

Tableau 4 : Résultat de test d'autocorrélation

Lags	LM-Stat	Prob.
1	45.00341	0.0798
2	33.09472	0.0023
3	20.48015	0.0482
4	24.00023	0.0068
6	28.09726	0.0011
7	30.03016	0.0195
8	21.00034	0.0994
9	35.00568	0.0591
10	38.00001	0.0004

Probs from chi-square with 10 df

Source des données brutes : WDI de la Banque mondiale et Transparency international

A la lumière des résultats obtenus au tableau ci-dessus, on constate toutes les p-values sont supérieures à 5%. Par conséquent on ne peut rejeter l'hypothèse nulle, autrement dit les résidus ne se sont pas auto-corrélés au seuil de 5%.

- L'estimation économétrique a montré une relation positive entre l'APD et la croissance économique. **L'aide publique au développement entraine la croissance économique en RCA.**

L'aide internationale est un moteur de croissance en RCA. En effet, les résultats de l'estimation économétriques montrent que l'augmentation de l'APD de 596 points entraine une augmentation de la croissance de 1%. Rappelons que l'aide internationale est une source importante de financement de la RCA. Pour exemple, en 2022, les dons ont représenté 6,3% du PIB (FMI, 2023).

Suite aux événements de 2013, l'aide humanitaire continue d'occuper une grande place dans l'aide internationale ce qui donne l'impression que les investissements productifs sont relégués au second rang. En effet, l'aide humanitaire (aides alimentaires, aides de secours d'urgences) est destinée principalement au financement de la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Ainsi, elle vise prioritairement à améliorer les conditions de vie des populations vulnérables, en encourageant par exemple leur consommation pendant les périodes d'insécurité alimentaire, d'instabilité politique et de guerres civiles.

La RCA a beaucoup de partenaires au développement ayant différentes procédures. Cette diversité des procédures et projets nécessite de la part du Gouvernement d'énormes ressources humaines et matérielles de qualité pour suivre et coordonner toutes les interventions. Or le

Gouvernement centrafricain n'a pas toutes les capacités institutionnelles lui permettant de répondre à cette exigence ; Ce qui engendre souvent des retards dans l'exécution des projets.

Depuis la suspension de l'appui budgétaire par certains partenaires techniques et financiers (PTF) en 2020, le gouvernement a des difficultés pour faire face à certaines dépenses régaliennes et s'est tourné vers le marché des titres publics de la CEMAC. En 2023, le gouvernement centrafricain a pu lever cent (100) milliards de FCFA sur ce marché (MFB, 2023).

- **L'investissement en capital physique stimule la croissance économique :** nonobstant le faible niveau de l'investissement (15% du PIB en 2019, FMI), l'investissement en capital physique doit booster la croissance. En effet, le capital physique est bien un déterminant incontournable de la croissance économique sous toutes ses formes. Sa complémentarité avec le capital humain n'est pas seulement quantitative mais aussi qualitative puisqu'en dernière analyse ce sont les hommes qui créent les machines, les équipements et qui les utilisent. Cependant, les crises à répétition dans le pays ont occasionné la destruction des infrastructures aussi bien privées que publiques. Mais, ces dernières années, les autorités ont beaucoup investi dans les infrastructures. On peut citer entre autres le bitumage des routes dans la capitale Bangui, l'augmentation de la production énergétique passant de 18 méga watts à 65 méga watts, l'installation de la fibre optique, etc. le faible niveau des investissements s'explique aussi par le fait que le PIB de la RCA est tiré par les recettes d'exportation du bois, du Diamant et de l'or, qui ne subissent aucune transformation locale.
- **L'investissement direct étranger stimule la croissance économique :** ce qui montre la nécessité de promouvoir un environnement favorable à l'entrée des capitaux privés en République Centrafricaine. D'après la Banque mondiale (2021), le risque d'investissement figure parmi les plus élevés au monde, reflétant l'étroitesse du marché intérieur du pays, les coûts élevés des facteurs, un environnement commercial faible, le faible niveau de qualification de la main d'œuvre, la faiblesse des institutions et l'insécurité. Et pourtant un cadre institutionnel attrayant est mis en place par les autorités pour attirer les investisseurs. On peut citer entre autres la Charte des investissements, la Loi sur le partenariat public-privé, le Code de Commerce, le Code de petites et moyennes entreprises, etc.

- ***Les dépenses publiques orientées vers les infrastructures économiques, stimule la croissance économique.*** En effet, Barro (1990), King et Rebelo (1990), Rebelo (1991) par exemple, incorporent les variables fiscales dans leurs modèles afin d'analyser l'effet de la politique gouvernementale sur la croissance à long terme. Déclenché par Romer (1986) et Lucas (1988), le cadre du modèle endogène met en évidence trois sources importantes de croissance : de nouvelles connaissances (Romer, 1990 et Grossman et Helpman, 1991), l'innovation (Aghion et Howitt, 1992) et les infrastructures publiques (Barro, 1990). Ainsi, les politiques publiques sont appelées à jouer un rôle essentiel dans la performance de l'économie à long terme.
- ***L'épargne ne stimule pas la croissance économique parce qu'elle est presque insignifiante.*** Cela se justifie par la faiblesse des revenus. En effet, l'épargne est la partie du revenu non consommée. Or, en RCA, les revenus sont faibles voire inexistantes au niveau des ménages. Un fonctionnaire nourrit généralement plus d'une dizaine de personnes à sa charge. Ce phénomène culturel s'est accentué après la crise de 2013. Finalement, une épargne nationale est difficile à constituer.
- ***L'ouverture économique est un facteur déterminant important pour la croissance économique en RCA.*** Il faut promouvoir la diversification économique : au lieu d'exporter un petit nombre de produits, surtout bruts, il faut augmenter le panier des produits exportés. Par exemple, promouvoir l'agrobusiness qui va engendrer l'exportation des produits alimentaires.
- ***Le niveau du PIB influence la stabilité politique et la qualité des institutions :*** Ce qui traduit que l'instabilité politique est liée à la faible création de richesse dans le pays. En effet, moins on crée de la richesse, plus la pauvreté s'accroît, plus le niveau de vie baisse, plus il y a de famine. Tout ceci engendre des insurrections conduisant aux violences multiformes et à la guerre civile. L'instabilité politique chronique a contribué à la baisse du niveau de vie, à la détérioration du contrat social et au manque d'opportunités économiques. L'instabilité politique récurrente a provoqué une volatilité du PIB et de la croissance des revenus, entravant les progrès dans la réduction de l'extrême pauvreté. Le taux d'extrême pauvreté a reculé de 9,4 points de pourcentage en RCA entre 1983 et 2019, soit bien moins que la moyenne de 16 points de pourcentage constatée en Afrique subsaharienne (Banque mondiale, 2022). Les conflits et la violence collective font partie des principaux moteurs de pauvreté et de fragilité en Afrique. Plus de 250 millions d'Africains sont touchés par les conflits.

Dans plusieurs régions d'Afrique, les conflits et l'extrémisme violent notamment la région du Sahel, le bassin du lac Tchad, la Corne de l'Afrique, certains pays du Maghreb et la région des Grands Lacs ont des conséquences dévastatrices sur la sécurité, la cohésion sociale et les moyens de subsistance des communautés locales, avec souvent des retombées au-delà des frontières. Le manque d'opportunités économiques pour les populations les plus vulnérables, telles que les femmes, les jeunes et les communautés marginales, augmente la vulnérabilité des pays à la criminalité, à l'extrémisme et à l'immigration clandestine (BAD, 2020).

- ***Le climat des affaires affecte le PIB.*** Ce qui traduit que l'amélioration du climat des affaires serait nécessaire pour booster la croissance en RCA. En effet un climat des affaires attrayant favorise l'entrée des capitaux privés sous forme d'IDE, le transfert de technologie et rend l'aide publique au développement efficace. Le Cadre Mixte de Concertation pour l'Amélioration des Affaires (CMCAA) créé en 2015, est un cadre de dialogue entre l'Etat et le secteur privé. Sa mission première est d'assainir le climat des Affaires et favoriser le dialogue public-privé qui est un gage pour les investissements dans le pays. Pour la Banque mondiale (2021), la RCA est l'un des endroits les plus délicats au monde pour faire des affaires. Les entreprises déplorent l'imprévisibilité du climat des affaires en matière de règlement des litiges, du comportement prédateur des autorités fiscales et du manque de respect des accords juridiques. Etant donné le niveau élevé d'informalité et la difficulté subséquente pour le gouvernement de percevoir des impôts auprès des entreprises informelles, le gouvernement centrafricain s'appuie fortement sur la collecte des impôts, des redevances et d'autres paiements auprès des quelques entreprises formelles capable de les payer. Ces entreprises représentent 20 à 30% du PIB.
- ***L'interaction entre le climat des affaires et l'aide publique au développement influence le PIB.*** Ce résultat implique que l'aide publique au développement peut favoriser la croissance économique lorsque le climat des affaires est attrayant. La crise politico-militaire intervenue en 2013 a fortement contribué à détériorer le climat des affaires en République Centrafricaine. La destruction des infrastructures économiques et la paralysie des flux commerciaux durant la période du conflit armé ont eu pour lourde conséquence la fragilisation certaine du tissu économique. Mais depuis le retour à la légalité constitutionnelle en 2016, les autorités se battent pour le retour de

la paix et la sécurité dans le pays. Ce gain de stabilité se traduit par l'engouement des promoteurs d'entreprises à légaliser leurs structures auprès du Guichet Unique de Formalité des Entreprises (GUFÉ). Pour exemple, entre 2017 et 2022, 10 486 entreprises ont été créées.

- ***L'interaction entre l'aide publique au développement et la qualité de la régulation a aussi un impact sur le PIB.*** Ce qui traduit que l'aide publique au développement peut favoriser la croissance dans ce pays si les institutions mises en place veillent sur l'exécution des contrats et le respect de la loi.

Il ressort de ce qui précède que pour promouvoir la croissance économique en République centrafricaine, il serait mieux de mettre en place les politiques visant à stimuler les moteurs de croissance économique tels que le capital physique, le capital humain et la technologie. Cela passerait par l'assainissement du climat des affaires. Ce dernier favorisera l'entrée des capitaux privés, le transfert de technologie, l'investissement, l'accumulation du capital humain et une croissance économique stabilisatrice. Les fruits de cette croissance, s'ils sont bien redistribués, permettront de réduire la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la famine. Ce qui conduira à la stabilité politique, l'absence de violence, la sécurité alimentaire dans le pays et par conséquent à une diminution de l'aide. Dès lors, on peut se demander ce qu'il faut faire pour que l'aide publique au développement stimule la croissance économique en RCA.

Il y'a lieu pour les autorités centrafricaines de mieux encadrer la gestion de l'aide pour une meilleure allocation. Avant la crise de 2013, il y'avait un service au Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale qui s'occupait de l'aide internationale avec un site dédié. Il va falloir réactiver ce service pour permettre un bon suivi de l'APD.

De 2020 à 2023, certains partenaires techniques et financiers (PTF) avaient suspendu l'aide budgétaire à la RCA. Ce qui a eu des conséquences négatives sur les ressources de l'Etat dont les recettes domestiques sont faibles. Il faut signaler que l'Etat centrafricain a encore des difficultés pour sortir des séquelles de la crise de 2013 et qu'il encore besoin de l'assistance de la communauté internationale, le sevrer brutalement de cette aide causerait beaucoup de peine à la population centrafricaine dont la résilience n'est plus à démontrer.

Conclusion

La question de l'impact de l'aide sur la croissance a été longuement discutée dans la littérature économique. En effet, deux courants de pensée ont scruté la question. Les premiers auteurs ont montré une relation positive entre l'APD et la croissance économique tandis que le deuxième groupe d'auteurs a prouvé le contraire. Dans le cas de la RCA, cette étude a

analysé le sujet en répondant à la question suivante : l'aide publique au développement explique-t-elle la croissance économique en RCA ? En utilisant la méthode des moindres carrés ordinaires sur de données intertemporelles allant de 1980 à 2020, l'étude a montré que l'APD a un impact positif et significatif sur la croissance économique.

Les recommandations de politiques économiques vont dans le sens d'amélioration de la gestion de l'aide internationale. Les autorités centrafricaines devraient mettre en place une Agence de gestion de l'aide afin d'avoir une visibilité sur l'aide internationale que reçoit le pays. A l'endroit de la communauté internationale, la RCA est encore un pays fragile ; elle a donc besoin de l'aide internationale pour se développer. La suspension des appuis budgétaires a eu des conséquences fâcheuses sur les finances publiques.

Les limites de cette étude est qu'elle ne s'est pas penchée sur les conséquences de l'APD sur la réduction de la pauvreté. L'atteinte des objectifs du développement durables est le résultat de la conjonction des efforts de la communauté internationale afin d'offrir une vie meilleure aux populations du monde. Des perspectives de recherche pourraient s'ouvrir sur ce volet de l'analyse mais aussi des questions telles que : L'aide contribue-t-elle à la réduction de la pauvreté en RCA ? Comment mobiliser l'aide internationale afin d'atteindre les objectifs du développement durable ? Le principal apport de cette étude à la recherche est que des variables propres à la RCA, principalement les conflits armés, ont été utilisés comme déterminants de la croissance économique. Aussi, faut-il le rappeler, cette thématique est peu développée dans le cas de la RCA donc cet article vient augmenter l'arsenal de la littérature sur l'APD.

Bibliographie

1. Articles de revue

Bauer, P. (2000). From Subsistence to Exchange and Other Essays. Princeton University Press.

Burnside, C. & Dollar, D. (2000). Aid, Policies and Growth. American Economic Review 90 (4), p.847-68,

Charnoz O. & Severino J-M. (2007). L'aide publique au développement. Paris, La découverte Collection Repères, P-2.

Chenery H.B. & Strout A.M. (1966). Foreign Assistance and Economic Development. The American Economic Review, 56, 679-733.

Douzounet M. & Yogo U.T (2013). Hétérogénéité Des Effets De L'aide Sur La Croissance Economique En Afrique Subsaharienne : évidences comparatives entre pays stables et pays en post conflit », Banque Africaine de Développement, Working paper N°179.

Easterly W. (2003). Can Foreign Aid Buy Growth? The Journal of Economic Perspectives, Vol. 17, No. 3 pp. 23-48

Ekanayake E. M. & Dasha C. (2009). The effect of foreign aid on economic growth in developing countries. *Journal of International Business and Cultural Studies*.

Hansen H. & Tarp F. (2001). Aid and growth regressions. *Journal of Development Economics* 64 (2), p.547-570.

Harrod R.F. (1939). An Essay in Dynamic Theory. *The Economic Journal*, Vol. 49 No. 193

Karras G. (2006) Foreign aid and long-run economic growth: empirical evidence for a panel of developing countries. *Journal of International Development*, Vol. 18, N°7, PP.15-28

Nafiou M. M. (2009). Impact de l'aide publique au développement sur la croissance économique du Niger. *Revue africaine de l'Intégration*, Vol.3, N°2.

Papanek, G. F. (1973). Aid, Foreign Private Investment, Savings, and Growth in Less Developed Countries. *Journal of Political Economy* 81 (1): 120-30

Radelet S., Clemens M. & Bhavnani R. (2004). Aid and Growth: The Current Debate and Some New Evidence. Center for Global Development.

Rajan R.G. & Subramanian A. (2007). Does Aid Affect Governance? *American Economic Review*, 97(2) : 322-327.

Ray O. (2015) Aide au développement et limites des interventions internationales Le cas de Boko Haram. *Afrique contemporaine* n° 255 pages 122 à 124.

Samba B. (2019). Analyse Empirique De L'impact De L'instabilité De L'aide Publique Au Développement Sur La Croissance Économique Au Congo Brazzaville. *European Scientific Journal* December 2019 edition Vol.15, No.34.

Syosyo C.M. (2013). Aide publique au développement et croissance économique au Congo-Kinshasa en période de post-conflit. *Cahiers économiques et sociaux, IRES*.

Williamson C.R. (2009). Exploring the failure of Foreign Aid: the role of incentives and informations. *Review of Austrian Economy*.

2. Ouvrages

Kibala Kuma J. (2018). Modélisation ARDL, Test de cointégration aux bornes et Approche de Toda-Yamamoto : éléments de théorie et pratiques sur logiciels. Notes de cours licence, Université de Kinshasa, Congo.

Komon J.P. (2005). Aide publique, Etat moderne et Développement en Afrique. Codesria.com.

Saïdi N. (2003). Promesses chatoyantes, piètre performance : aide et coopération dans les pays sortant d'un conflit.

OCDE (2010). Suivi des Principes d'engagement international dans les États fragiles et les situations précaires, Rapport Pays 2 : République centrafricaine.

Perroux F. (1975). Politiques du développement et lacunes du calcul économique. Monde en développement.

PNUD (2017). Gérer les ressources naturelles pour promouvoir le développement humain en République Centrafricaine, Rapport national sur le développement humain.

Radelet S. Clemens M. & Bhavnani R. (2004). Aide et croissance : débat en cours et données nouvelles. Center for Global Development.

WDI, 2017. World Development Indicators 2017, Excel files.

3. Thèses

Amewoa A. K., (2008) « L'aide au développement aide –t-elle le développement ? Le cas de l'Afrique sub-saharienne ». Thèse de doctorat en économie, Université de Limoges.

Randimbarisoa O. E. (2021). Aide publique au développement et croissance inclusive à Madagascar. Thèse de doctorat en économie, Université D'Antananarivo.